

Déni méprisant des ukrainiens comme acteurs au nom de la géopolitique et/ou de la paix

mardi 17 mai 2022, par [ACHCAR Gilbert](#) (Date de rédaction antérieure : 13 avril 2022).

La gauche anti-guerre anti-impérialiste du monde entier a été profondément divisée sur la guerre en Ukraine selon des lignes assez inhabituelles, en raison de la nouveauté de la situation représentée par l'invasion par la Russie d'un pays voisin plus faible avec des ambitions expansionnistes nationalistes ouvertement déclarées, ainsi que le soutien actif et substantiel de l'OTAN à la résistance du pays envahi. La même gauche avait déjà été confrontée à une division au sujet de l'intervention meurtrière de la Russie en Syrie après celle de l'Iran, mais les conditions étaient très différentes.

Moscou est intervenue au nom du gouvernement syrien en place, un fait que certains ont pris comme prétexte pour la justifier ou l'excuser. Les mêmes dénonceraient avec véhémence l'intervention tout aussi meurtrière menée par l'Arabie saoudite au Yémen, même si cette dernière a également eu lieu au nom d'un gouvernement existant - un gouvernement sans aucun doute plus légitime que la dictature syrienne, vieille de plus de 50 ans. (Le gouvernement du Yémen est issu des élections organisées à la suite du soulèvement de 2011 qui a chassé le dictateur de longue date de ce pays).

Le soutien à l'intervention militaire de la Russie en Syrie ou, au mieux, le refus de la condamner étaient dans la plupart des cas fondés sur un « anti-impérialisme » géopolitique unilatéral qui considérait le sort du peuple syrien comme subordonné à l'objectif suprême de s'opposer à l'impérialisme occidental dirigé par les États-Unis et considéré comme soutenant le soulèvement syrien. Là encore, il y a une contradiction flagrante puisque les tenants de cette position n'ont pas manifesté contre la guerre menée par les États-Unis contre le soi-disant État islamique (EI) et exigé qu'elle cesse. En fait, certains de ceux qui, au nom de l'opposition à l'impérialisme américain, ne condamnaient pas l'intervention de la Russie dans le renforcement de la dictature syrienne, soutenaient l'intervention des États-Unis aux côtés de l'YPG kurde, les co-penseurs syriens du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de Turquie, dans sa lutte contre l'EI. (Les États-Unis ont même et simultanément soutenu les milices pro-iraniennes d'Irak dans ce même combat).

La guerre en Ukraine a présenté ce qui semblait être un cas plus simple et plus direct. La Russie a mené une guerre d'invasion en Ukraine similaire à celles menées par l'impérialisme américain dans divers pays depuis la Seconde Guerre mondiale, de la Corée au Vietnam en passant par l'Irak et l'Afghanistan. Mais comme ce n'était pas Washington mais Moscou qui envahissait, et que ceux qui luttaienent contre l'invasion n'étaient pas soutenus par Moscou et Pékin mais par Washington et ses alliés de l'OTAN, la plupart de la gauche anti-guerre anti-impérialiste a réagi très différemment. Une partie de cette gauche, poussant à l'extrême son opposition néo-campiste à l'impérialisme américain et à ses alliés, a soutenu la Russie, la qualifiant d'« anti-impérialiste » en transformant le concept d'impérialisme d'un concept basé sur la critique du capitalisme en un concept basé sur une haine quasi-culturelle de l'Occident. Une autre section reconnaît la nature impérialiste de l'État russe

actuel, mais considère qu'il s'agit d'une moindre puissance impérialiste à laquelle il ne faut pas s'opposer, selon la logique du « moindre mal » critiquée à juste titre par Jeffrey St Clair.

Une autre section de la gauche anti-guerre anti-impérialiste, reconnaissant également la nature impérialiste de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'a condamnée et a exigé qu'elle cesse. Cependant, elle n'a pas soutenu la résistance de l'Ukraine à l'invasion, sauf en lui souhaitant pieusement de réussir, tout en refusant de soutenir son droit à obtenir les armes nécessaires à sa défense. Pire encore, la plupart d'entre eux s'opposent à la livraison de ces armes par les puissances de l'OTAN, dans une subordination flagrante du sort des Ukrainiens à la considération « suprême » présumée de l'anti-impérialisme occidental.

L'itération la plus hypocrite de cette attitude a consisté à feindre de se préoccuper des Ukrainiens qui sont présentés comme étant utilisés par l'OTAN comme chair à canon dans une guerre inter-impérialiste par procuration. À cet égard, on fait grand cas d'une interview de Chas Freeman, un ancien fonctionnaire américain de 79 ans qui a pris sa retraite en 1994 après avoir occupé une série de postes, dont celui d'ambassadeur des États-Unis au royaume saoudien au moment de la destruction de l'Irak par les États-Unis en 1991. L'interview a été réalisée par le site Grayzone, spécialisé dans la propagande russe, l'antivaxx et les théories du complot. Lorsqu'on lui a demandé ce qu'il pensait de la déclaration du président ukrainien Zelensky, selon Grayzone, selon laquelle les membres de l'OTAN lui auraient dit qu'ils ne laisseraient pas son pays entrer dans l'OTAN, mais qu'ils laisseraient publiquement la porte ouverte, Freeman a répondu :

Je pense que c'est remarquablement cynique, ou peut-être que c'était naïf et irréaliste de la part des dirigeants de l'Ouest. Zelenskyy est manifestement un homme très intelligent, et il a vu quelles seraient les conséquences d'une mise dans ce qu'il a appelé les limbes : l'Ukraine serait mise à l'écart. Et l'Occident disait en substance : « Nous nous battons jusqu'au dernier Ukrainien pour l'indépendance de l'Ukraine », ce qui reste essentiellement notre position.

Plus tard, dans la même interview, Freeman a été interrogé sur l'opinion selon laquelle l'Ukraine est utilisée comme chair à canon contre la Russie, une opinion qui prévaut à Washington selon Grayzone. Freeman a répondu : « Cela ne coûte essentiellement rien aux États-Unis tant que nous ne franchissons pas une quelconque ligne rouge russe qui conduirait à une escalade contre nous. » Dans ses réponses, Freeman avait plutôt l'air de blâmer l'OTAN de ne pas laisser entrer l'Ukraine, et les États-Unis de ne pas se battre pour l'Ukraine, comme s'il souhaitait que l'Alliance s'implique directement dans la défense du territoire et de la souveraineté de l'Ukraine au lieu de la laisser dans les limbes.

Et pourtant, la citation concernant la lutte jusqu'au dernier Ukrainien a été interprétée comme une déclaration de Freeman lui-même selon laquelle Washington utilise les Ukrainiens comme des soldats par procuration et les pousse à se battre jusqu'au dernier d'entre eux, et traitée comme s'il s'agissait d'une déclaration officielle de la politique américaine. Vladimir Poutine lui-même a répété la même phrase « jusqu'au dernier Ukrainien » le 12 avril. D'où une fausse manifestation de pitié pour les Ukrainiens décrits comme étant cyniquement envoyés des armes par les puissances de l'OTAN pour qu'ils continuent à se battre jusqu'à épuisement total. Cela permet à ceux qui expriment de telles opinions de s'opposer à la livraison par les gouvernements de l'OTAN d'armes défensives aux Ukrainiens sous couvert de préoccupations humanistes à leur égard.

Cette fausse sympathie oblitère toutefois totalement l'action des Ukrainiens, au point de contredire la plus évidente des évidences : pas un seul jour ne s'est écoulé depuis le début de l'invasion russe sans que le président ukrainien ne reproche publiquement aux puissances de l'OTAN de ne pas envoyer suffisamment d'armes, tant quantitativement que qualitativement ! Si les puissances impérialistes de l'OTAN utilisaient cyniquement les Ukrainiens pour drainer leur rival impérialiste

russe, comme le voudrait ce type d'analyse incohérente, elles n'auraient certainement pas besoin d'être suppliées pour envoyer plus d'armes.

La vérité est que les principales puissances de l'OTAN - notamment la France et l'Allemagne, qui sont toutes deux d'importants fournisseurs d'armes à l'Ukraine - ont hâte que la guerre cesse. Bien que la guerre ait des avantages substantiels pour leurs complexes militaro-industriels, les gains de ces secteurs spécifiques sont largement compensés par l'impact global des pénuries d'énergie imminentes, de l'inflation croissante, de la crise massive des réfugiés et de la perturbation du système capitaliste international dans son ensemble, à une époque d'incertitude politique mondiale et de montée de l'extrême droite.

Enfin, une autre section de la gauche mondiale anti-guerre anti-impérialiste rejette la fourniture d'armes aux Ukrainiens au nom de la paix, préconisant les négociations comme alternative à la guerre. On pourrait croire que nous sommes revenus à l'époque de la guerre du Vietnam, lorsque le mouvement anti-guerre était divisé entre les partis communistes pro-Moscou qui prônaient la paix et la gauche radicale qui souhaitait ouvertement la victoire du Vietnam contre l'invasion américaine. La situation est toutefois très différente aujourd'hui. À l'époque du Vietnam, les deux ailes du mouvement anti-guerre étaient pleinement solidaires des Vietnamiens. Elles soutenaient toutes deux le droit des Vietnamiens à acquérir des armes pour leur défense. Leur désaccord était d'ordre tactique, sur le slogan à mettre en avant pour construire le plus efficacement possible un mouvement anti-guerre qui pourrait aider le Vietnam dans sa lutte nationale.

Aujourd'hui, en revanche, ceux qui prônent la « paix » tout en s'opposant au droit des Ukrainiens d'acquérir des armes pour leur défense opposent la paix au combat. En d'autres termes, ils souhaitent la capitulation de l'Ukraine. Quelle « paix » aurait pu résulter si les Ukrainiens n'avaient pas été armés et n'avaient donc pas pu défendre leur pays ? Nous aurions pu écrire aujourd'hui « L'ordre prévaut à Kiev ! », mais cela aurait été le nouvel ordre imposé par Moscou à la nation ukrainienne sous le prétexte très fallacieux de la « dénazification ».

Des négociations sont en cours entre Kiev et Moscou, sous l'égide de la Turquie, membre de l'OTAN. Elles ne déboucheront pas sur un traité de paix, sauf de deux façons. La première est que l'Ukraine ne pourra plus continuer à se battre et devra capituler et accepter le diktat de Moscou, même si ce diktat a été considérablement édulcoré par rapport aux objectifs initialement déclarés par Poutine en raison de la résistance héroïque des forces armées et de la population ukrainiennes. La deuxième possibilité est que la Russie ne soit plus en mesure de continuer à se battre, soit militairement en raison de l'épuisement moral de ses troupes, soit économiquement en raison du mécontentement généralisé de la population russe - de la même manière que, lors de la Première Guerre mondiale, les difficultés rencontrées par les troupes de la Russie tsariste et les conséquences économiques de la guerre sur la population russe ont conduit cette dernière à se soulever et à faire tomber le tsarisme en 1917 (une cause similaire a conduit à l'échec de la Révolution de 1905 à la suite de la défaite de la Russie dans sa guerre contre le Japon).

Les vrais internationalistes, les partisans de l'anti-guerre et les anti-impérialistes ne peuvent qu'être de tout cœur en faveur du second scénario. Ils doivent donc soutenir le droit des Ukrainiens à obtenir les armes dont ils ont besoin pour leur défense. La position opposée revient à soutenir l'agression impérialiste de la Russie, quelle que soit la prétention contraire qui peut l'accompagner.

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

New Politics

<https://newpol.org/contemptuous-denial-of-agency-in-the-name-of-geopolitics-and-or-peace/>